

Une garde à vue «arbitraire»

Police et justice (de la cour d'appel de Paris à la cour de cassation) peuvent faillir à leur devoir librement accompli de dire le droit, y compris au pays des droits de l'Homme.

À un adolescent malien seul en France, porteur d'un acte de naissance et d'une carte d'identité établissant sa minorité, la cour d'appel de Paris rétorque que «son allure et son attitude ne corroborent pas sa minorité» (décision CA Paris du 26 mars 2015). Les implications d'une telle décision sont lourdes : en décidant ainsi, la cour laisse ce jeune à la rue puisqu'il ne pourra pas prétendre à sa prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance.

Sur un tout autre terrain, celui de la garde à vue, dans l'arrêt François contre France de ce 23 avril 2015^(*), la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) condamne vigoureusement la France.

L'affaire est grave. L'objet du litige porte sur les conditions de la garde à vue et l'humiliation d'un avocat.

Les faits. Dans la nuit du 31 décembre 2002 au 1^{er} janvier 2003, un avocat au barreau de Paris, Daniel François, est appelé au commissariat d'Aulnay-sous-Bois pour assister un mineur placé en garde à vue. À l'issue de l'entretien avec son client, qui déclare avoir été victime de violences policières et qui présente des lésions sur le visage, l'avocat rédige des observations écrites sur son papier à en-tête et demande un examen médical de son client mineur.

Deux versions vont être présentées pour la suite des événements, chaque partie faisant valoir des dépassements.

En France, la version qui a prévalu est que, devant les insultes et menaces de représailles, l'officier de police judiciaire a arrêté l'avocat et l'a placé en garde à vue, le 1^{er} janvier 2003 à 1 h 20 «pour rébellion et outrage à agent de la force publique». Il a été immédiatement conduit dans une cellule, défait de ses objets, y compris de sa sacoche professionnelle, de ses lacets et soumis à une fouille à corps par deux fonctionnaires. Enfin, il a été mis en demeure de se déshabiller intégrale-

ment, de se pencher une fois nu et de tousser. L'avocat a également subi un contrôle d'alcoolémie, ressorti négatif.

Chaque partie engage une procédure parallèle. L'officier de police judiciaire, comme partie civile, fait citer l'avocat à comparaître devant le tribunal correctionnel des chefs d'outrage et rébellion l'instruction en cours. De son côté, l'avocat dépose plainte avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction de Bobigny des chefs de faux et usage de faux en visant le contenu des procès-verbaux dressés dans le cadre de la procédure dont il avait fait l'objet.

Par la suite, les deux affaires se sont trouvées jointes, le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu, confirmé par la chambre de l'instruction de la cour d'appel.

Pour la chambre de l'instruction, «les versions des policiers étaient circonstanciées, constantes et concordantes», alors que la thèse de l'avocat était peu vraisemblable. Il ne pèse alors aucun doute sur la version commune des faits avancée par les policiers. Cette version est validée par la cour de cassation. La Cour européenne des droits de l'Homme n'entend pas les choses de la même oreille.

Elle pointe d'abord du doigt le droit applicable aux fouilles à corps.

Le gouvernement français soutient que la mesure de garde à vue était «régulière, justifiée et proportionnée». Il concède toutefois l'existence d'un «conflit d'intérêts», la mesure de garde à vue ayant été décidée par le fonctionnaire de police qui s'estimait outragé. Il considère pour autant que cela ne saurait priver la mesure de privation de liberté de fondement légal.

Il prétend en outre que la mesure de garde à vue est obligatoire dès lors qu'un officier de police use de contrainte. Il ajoute que la mesure a été validée par le magistrat du parquet qui en a été informé. Enfin, il indique que la mesure a été réalisée conformément au code de procédure pénale (CPP) et que sa durée n'était pas disproportionnée, compte tenu notamment de l'arrivée tardive du

conseil du requérant. La Cour européenne des droits de l'Homme rappelle que la question qui lui est posée est celle de savoir si la privation de liberté du requérant a été effectuée «régulièrement et de manière non arbitraire, conformément aux exigences de l'article 5-1 de la Convention européenne des droits de l'Homme» et, plus spécialement au regard de l'article 5-1 c), si elle était justifiée en vue de la conduite du requérant devant une autorité judiciaire compétente, compte tenu du fait qu'il était soupçonné d'avoir commis des infractions. Il lui appartient donc d'apprécier à ce titre si le placement en garde à vue était, dans les circonstances de l'affaire, «nécessaire et proportionné».

La CEDH résume minutieusement le droit interne en vigueur en distinguant les «fouilles à corps» (dites aussi fouilles intégrales ou d'enquête) des «investigations corporelles», dites de sécurité.

Les premières sont traditionnellement assimilées à des perquisitions et relèvent pour l'essentiel des règles applicables à ces actes d'enquête : il doit y avoir des indices de commission ou de participation à la commission d'une infraction en lien avec la mesure d'enquête ; de même, en dehors du cas de flagrant délit ou de l'exécution d'une commission rogatoire, l'enquêteur ne peut imposer une telle fouille et doit solliciter l'autorisation de l'intéressé.

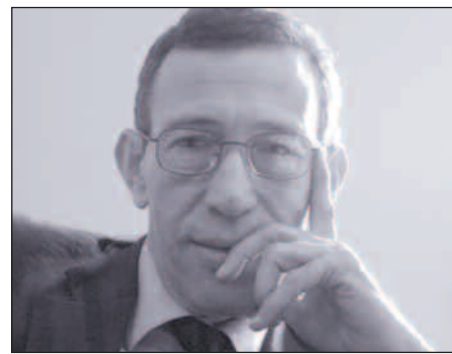
Contrairement à une fouille à corps réalisée sur une personne incarcérée, la «fouille à corps de sécurité» réalisée en garde à vue ne faisait l'objet d'aucune réglementation spéciale au moment des faits. En l'espèce, les fouilles à corps de sécurité semblent avoir dépassé de simples «palpations» de sécurité pour être considérées comme des «fouilles d'enquête».

La cour constate à ce titre qu'il n'existait pas à l'époque des faits de réglementation autorisant une telle fouille allant au-delà de simples «palpations de sécurité».

Ainsi, de l'avis de la cour, «dans les circonstances particulières de l'espèce, le fait de placer le requérant en garde à vue et de le soumettre à de telles mesures excédait les impératifs de sécurité» et établissait au contraire «une intention étrangère à la finalité d'une garde à vue».

Le placement en garde à vue de l'avocat n'était «ni justifié ni proportionné» et la privation de liberté subie n'était pas conforme aux buts de l'article 5-1, et plus spécialement de l'article 5-1 c).

Second point d'intérêt majeur dans l'affaire : la protection de la liberté. L'article 5 de la convention consacre un droit fondamental, la protection de l'individu contre les atteintes arbitraires de l'État à sa liberté. En proclamant le «droit à la liberté», l'article 5-1 ne concerne



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

pas les simples restrictions à la liberté de circuler, mais vise la liberté physique de la personne ; il a pour but d'assurer que nul n'en soit dépouillé de manière arbitraire.

Lorsqu'elle est requise, une privation «régulière» des libertés suppose qu'elle soit effectuée selon les «voies légales».

Toutefois, la «régularité» de la détention au regard du droit interne est un élément essentiel mais non décisif : «Le respect du droit national n'est pas suffisant : l'article 5-1 exige de surcroît la conformité de toute privation de liberté au but consistant à protéger l'individu contre l'arbitraire. Il existe un principe fondamental selon lequel nulle détention arbitraire ne peut être compatible avec l'article 5-1, et la notion d'«arbitraire» que contient l'article 5-1 va au-delà du défaut de conformité avec le droit national, de sorte qu'une privation de liberté peut être régulière selon la législation interne tout en étant arbitraire et donc contraire à la convention.»

Par ces motifs, la cour, à l'unanimité, condamne l'Etat défendeur, la France, à «verser au requérant, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44-2 de la convention, la somme de 15 000 euros (quinze mille euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage moral».

Et si on appréciait notre situation nationale à l'aune de cette jurisprudence ?

A. B.

(*) Cour européenne des droits de l'Homme, cinquième section, affaire François contre France, requête n°26690/11, fait en français, puis communiqué par écrit à Strasbourg, le 23 avril 2015.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE
VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER
DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?

Envoyez votre CV à : lesoiralgerie@yahoo.fr

Il sera exigé une maîtrise parfaite de la langue française,
le sens de l'initiative et une disponibilité totale.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS DIRECTES POLISARIO-MAROC

Les Sahraouis exigent un agenda précis et une date pour le référendum

De Bruxelles, on apprend que la reprise des négociations directes entre le Polisario et le Maroc est décidée et actée. Reste seulement à la programmer dans l'agenda des Nations-Unies et tenter de rapprocher le point de vue des deux parties quant à l'ordre du jour précis qui doit, en principe, guider les travaux de ces conciliabules.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

C'est une vraie question, peut-être même la seule qui vaille. La direction sahraouie qui ne rejette pas, par dogmatisme, la discussion directe avec Rabat, au contraire, que du contraire ! demande des garanties sérieuses de la part de l'autre partie. Il est vrai que les Sahraouis connaissent, parfaitement, les capacités du palais royal et du Makhzen en la circonstance. Les négociations directes, il y en a déjà eu entre Polisario et Maroc et plutôt plusieurs fois qu'une.

Les deux protagonistes ou les «parties au conflit», selon la littérature onusienne, étaient même parvenues, du temps de Hassan II, à accepter l'essentiel de l'arbitrage onusien, référendum sincère d'autodétermination pour les populations sahraouies et une grande commission mixte a pu s'entendre sur les modalités du vote et sur le corps électoral appelant à mettre les bulletins dans l'urne qui dira si les Sahraouis veulent l'indépendance ou rester marocains. L'identification des personnes éligibles à voter a fait l'objet d'immenses tractations et la partie sahraouie a consenti toutes les concessions, même les plus dures, pour aller vers le référendum. Le Polisario a même permis aux nombreux colons marocains arrivés dans le sillage et après la marche verte, en définitive, l'expédition militaire d'occupation de Oued Edhahab et Saqia-El-Hamra (le territoire sahraoui), d'être éligibles à la votation référendaire. Le roi Hassan II, prétextant moult excuses et encouragé par la situation chaotique en Algérie dans les années 90, se déroba et tourne le dos à ses engagements.

Pire, il opte même pour le pourrissement de la situation en Algérie en misant sur une victoire de l'ex-FIS, en ne se privant pas de l'armement, de le financer et de mettre à sa disposition toute la diplomatie parallèle marocaine. En 1994, il va jusqu'à exiger des visas d'entrée au Maroc pour les ressortissants algériens et accuser les ren-

seignements de l'Algérie d'avoir fomenté un attentat à Marrakech. Hassan II tablait sur l'affaiblissement, voire l'évaporation de l'Algérie, pour, tranquillement, bénéficier du Sahara occidental et renvoyer aux calendes grecques, sinon arabes, ce qui serait pire, le réveil algérien. Pour ainsi écrire, les calculs de Hassan II n'étaient pas infondés. Les années 90 ont été celles de la disparition diplomatique de l'Algérie et n'était le patriotisme, l'amour de l'Algérie et la ténacité du chef de l'Etat de l'époque, Liamine Zeroual, le Maroc aurait pu enterrer, pour longtemps, la question sahraouie.

Il n'en a rien été.

Dans la douleur, l'Algérie n'a pas voulu sacrifier le Polisario pour «fermer un front avec le Maroc» comme cela a été proposé à Zeroual.

Pour lui, la résistance algérienne face au terrorisme et la lutte des Sahraouis par leur indépendance participaient du même principe, de la même philosophie. Zeroual ne frappera pas dans le dos le Polisario.

Depuis, les choses ont évolué et les Sahraouis sont là, toujours là, et leur cause n'est pas piétinée. Ni à l'ONU, ni à l'UA, ni dans aucune instance du droit international. Pour autant, le statu quo actuel de ni guerre, ni indépendance, ni référendum, ni paix négociée n'est pas supportable, n'est plus supportable pour les Sahraouis. Le Conseil de sécurité de l'ONU qui «travaille» en profondeur pour l'Union

africaine a, certes, refusé d'élargir à la défense des droits de l'Homme les prérogatives de la Minurso (Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental) sous pression française, mais il a exigé, en contrepartie, la reprise des négociations directes entre le Polisario et le Maroc. Le consensus semble satisfaire les puissances du Conseil de sécurité et peut, s'il est crédible, être un début de solution. La bataille de l'ordre du jour, du timing, du comment, et surtout une date précise pour le référendum a déjà commencé.

C'est la seule qui intéresse le Polisario ; le Maroc, pour ce qui le concerne, continuera de louver, de tergiverser, de faire semblant d'accepter et de vouloir vider de leur sens les négociations...

Cette fois-ci, pourtant, les Sahraouis restent excessivement vigilants. Ils n'iront pas à la table avec le Maroc pour passer du temps et donner l'impression à leur peuple que ça avance alors qu'il n'en est rien.

L'expérience des discussions entre l'Autorité palestinienne et Israël, jamais interrompues et jamais abouties, est là qui prouve que négocier, oui, mais pour aboutir et non pas permettre à l'occupant de faire semblant de se plier au droit international. Le Polisario connaît assez bien le Maroc pour ne pas s'engager sur du vent.

A. M.